Nous avons oublié les fleuves !

ERIK ORSENNA

Écrivain et membre de l'Académie française, le président des Initiatives pour l'avenir des grands fleuves rassemble autour un collectif de personnalités qui appelle à l'avènement d'une gouvernance mondiale des cours d'eau.

Le temps et l'eau savent défier qui les engage. En 1972, Simon[1] inventait de toutes les combinaisons possibles, dans l'habitat, les transports, le vêtement, la nourriture, les distractions, les communications, la production d'énergie… Avec le recul, les questions matérielles ont toujours été résolues avec l'importance qu'elles méritaient. Mais dès que le sujet engageait des considérations sociétales, les réponses se sont révélées bien moins évidentes. Et, pourtant, n'est-ce pas dans ce type de domaine que l'espèce humaine s'est remarquablement depuis le tout des temps ? Cependant, un constat nous oblige à nous poser quelques questions sérieuses. Pourquoi, à la suite de l'action de quels lobbies, routiers ou ferroviaires, ce mode de transport demeure-t-il si délaissé ? L'addition est pourtant simple : chaque barge de 2 000 tonnes remplace quatre-vingts camions, soulage d'autant le réseau routier et économise l'énergie fossile utilisée.

Pourquoi nous résignons-nous à subir les oppositions au principe même des barrages ? Certains de ces équipements, construits sans réflexion ni concertation, apparaissent impitoyablement aux populations locales et à la nature environnante. Mais la pensée est bien complexe. Il y a stratégies de actions possibles, nous devons cette mise en conscience à des citoyens dans le nord-ouest du pays.

3) La Marne est la source de poèmes. Il faut la protéger.

Dans le nord-est du pays, la pluie nourrit les hommes. Le barrage détient cependant cette richesse en l'écrêtant par la construction de réservoirs. L'ouvrage de Vaudreuil sur Lauve réfléchit aux problèmes tout en trouvant possibilités de concilier, autant que faire se peut, ces deux impératifs.

4) Le Rhône est le fournisseur de glaciers. Il faut réduire le barrage.

Nous nous joignons à ceux qui demandent la démolition de l'ouvrage de Vaudreuil. Il est urgent de rendre à la nature ce qui lui appartient.

5) Le Rhône est le fournisseur de glaciers. Il faut réduire le barrage.

Nous nous joignons à ceux qui demandent la démolition de l'ouvrage de Vaudreuil. Il est urgent de rendre à la nature ce qui lui appartient.

> Pourquoi, à la suite de l'action de quels lobbies, routiers ou ferroviaires, ce mode de transport demeure-t-il si délaissé ? L'addition est pourtant simple : chaque barge de 2 000 tonnes remplace quatre-vingts camions.

> L'énergie offerte par l'eau, non contente d'être par nature renouvelable, n'ajoute pas le moindre gramme au gaz à effet de serre. Et de quelle autre ressource que l'hydroélectricité disposeraient des pays enclavés, tels que le Paraguay et le Laos ?

Pourquoi ne pas traiter la question des fleuves ? Pourquoi n'avoir pas pu compter ce qui avait inscrit les fleuves à l'ordre du jour des conférences ? Pourquoi avons-nous laissé prévaloir l'urgence ?

Voilà les vrais pièges à éviter, explique avec plus d'autorité que personne Erik Orsenna, qui a conduit la délégation pour l'avenir des grands fleuves, et lance cet appel aux initiatives.

1) Rééquilibrer le transport fluvial

Pourquoi, à la suite de l'action de quels lobbies, routiers ou ferroviaires, ce mode de transport demeure-t-il si délaissé ? L'addition est pourtant simple : chaque barge de 2 000 tonnes remplace quatre-vingts camions. Et les économies énergétiques deviennent, pour les territoires, une source évidente de revenus.

2) Développer le potentiel de l'énergie hydroélectrique

Pourquoi nous résignons-nous à subir les oppositions au principe même des barrages ? Certains de ces équipements, construits sans réflexion ni concertation, apparaissent impitoyablement aux populations locales et à la nature environnante. Mais la pensée est bien complexe. Il y a stratégies de actions possibles, nous devons cette mise en conscience à des citoyens dans le nord-ouest du pays.

3) La Marne est la source de poèmes. Il faut la protéger.

Dans le nord-est du pays, la pluie nourrit les hommes. Le barrage détient cependant cette richesse en l'écrêtant par la construction de réservoirs. L'ouvrage de Vaudreuil sur Lauve réfléchit aux problèmes tout en trouvant possibilités de concilier, autant que faire se peut, ces deux impératifs.

4) Le Rhône est le fournisseur de glaciers. Il faut réduire le barrage.

Nous nous joignons à ceux qui demandent la démolition de l'ouvrage de Vaudreuil. Il est urgent de rendre à la nature ce qui lui appartient.

5) Développer le tourisme fluvial

Pourquoi n'avons-nous pas su développer le tourisme fluvial, comme nous l'avons fait pour le tourisme ferroviaire ? Pourquoi avons-nous laissé à l'écart de nos circuits touristiques des fleuves de renommée mondiale, tels que le Paraguay et le Laos ?

6) Lutter, ensemble, contre les inondations

En cas de pluie, les eaux ne savent où aller ! L'eau ne connaît pas ces frontières. Les capacités de prévision météorologique sont très variables. Pourquoi ne pas échanger les compétences ? Pourquoi ne pas ensemble et autour d'exemples d'un côté qui ont su le mieux gérer ces pertes, dont les racines en développement n'ont pas le moins pris ? En 1910, une inondation terrible tua 100 personnes à Montauban. Une formidable mobilisation s'en suivit. Les ouvriers ne lésinèrent ordonné qui devaient y aller avec la modernité en horreur. Laquelle inspira des progrès dans la gestion des risques et des évolutions de la gouvernance.

7) Évaluer les actions avant de les mettre

Nous devrions, disait Pascal, 80 % de nos maladies. Les fleuves, source de vie, sont aussi des vecteurs de mort. L'heure de la réflexion a sonné.

* Signataires : Ricardo Alvarez, coordinateur juridique international des fleuves ; d'Amérique latine ; Elisabeth Arnault, PDG de CNR ; Mathieu Ba, secrétaire général, OMVS (Sénégal) ; Daniel Augenstein, vice-président aux opérations, Port de Montréal ; Bernard Cazeneuve, ambassadeur, président d'Orbis Group ; Mohammad Mosaddeq Chaqir, président, BWTA (Bangladesh) ; Sergio Redondo, environnementaliste ; Claudia de Windt, hydrologue et membre du Conseil national de l'eau ; Ismail Ndiaye, ingénieur hydrologue, OMVS (Sénégal) ; Alfredo Sosa, secrétaire technique temporaire et de l'Administration de Bolsa de Comercio Rosario (BCR) ; Stephen Wyenberg, vice-ministre de l'Énergie et des Mines de la République démocratique populaire du Laos.

Électrifier l'Afrique : plus simple qu'on ne croit !

JEAN-LOUIS BORLOO ET NICOLAS HULOT

L'ancien ministre d'État et le président de la Fondation Nicolas Hulot, pour la nature et l'homme, plaident pour le développement prioritaire et concerté des énergies sur le continent africain.

Imaginez une épicerie dans laquelle vous pourriez acheter des ordinateurs et des lampadaires. Et alors vous vous rendriez compte que vous ne pouvez pas vous servir de ces équipements, faute d'électricité. Cela va vous paraître invraisemblable, irréel, mais c'est pourtant la réalité de millions d'Africains. Et c'est ce qu'a découvert Nicolas Hulot, lors d'un voyage au Sénégal, dans le cadre de la Fondation qui porte son nom. Il a alors décidé de lancer un défi à son ami Jean-Louis Borloo : électrifier l'Afrique, mais autrement. Ensemble, ils ont imaginé un projet qui pourrait changer la vie de millions de personnes. Explications.

Le constat est simple : 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité. Chaque hôpital, chaque école, chaque village qui s'électrifie est synonyme d'espoir. Et pourtant, l'Afrique est le continent le plus riche en énergies renouvelables. Il a tout pour devenir le leader mondial de l'énergie solaire, de l'énergie hydraulique, de la géothermie, de la biomasse… Et pourtant, il est le continent le plus pauvre en électricité. Comment expliquer ce paradoxe ? Pourquoi ne pas avoir déployé massivement ces énergies propres, alors que le photovoltaïque est aujourd'hui compétitif partout dans le monde ? Pourquoi ne pas avoir développé des réseaux décentralisés, adaptés à la géographie et à la démographie africaines ? Pourquoi ne pas avoir privilégié les petites unités de production, plutôt que les grandes centrales thermiques ou hydrauliques ? Pourquoi ne pas avoir construit des réseaux de transport d'électricité, à grande échelle, pour relier les différentes régions du continent ? Pourquoi ne pas avoir développé des interconnexions entre les différents pays ? Pourquoi ne pas avoir mutualisé les investissements ? Pourquoi ne pas avoir créé un véritable marché de l'électricité ? Pourquoi ne pas avoir développé des solutions innovantes, comme les mini-réseaux ou les systèmes hors réseau ? Pourquoi ne pas avoir mis en place des tarifs sociaux ? Pourquoi ne pas avoir développé des programmes de formation ? Pourquoi ne pas avoir mis en place des partenariats public-privé ? Pourquoi ne pas avoir mis en place des mécanismes de financement innovants ? Pourquoi ne pas avoir mis en place des politiques de soutien à la demande ? Pourquoi ne pas avoir mis en place des politiques de soutien à l'offre ? Pourquoi ne pas avoir mis en place des politiques de soutien à la demande et à l'offre ?

> Le photovoltaïque est facilement et rapidement déployable au plus près des populations. Les installations mises en place pourront à terme être interconnectées à un réseau électrique national construit par étapes.

Une telle électrification a déjà eu lieu dans le développement des communications : les téléphones portables sont partout en Afrique, contrairement au développement de la télévision et à l'accès à Internet. Pourquoi, en matière d'électricité, a-t-on fait le contraire ?

Une telle électrification a déjà eu lieu dans le développement des communications : les téléphones portables sont partout en Afrique, contrairement au développement de la télévision et à l'accès à Internet. Pourquoi, en matière d'électricité, a-t-on fait le contraire ?

Une telle électrification a déjà eu lieu dans le développement des communications : les téléphones portables sont partout en Afrique, contrairement au développement de la télévision et à l'accès à Internet. Pourquoi, en matière d'électricité, a-t-on fait le contraire ?

Une telle électrification a déjà eu lieu dans le développement des communications : les téléphones portables sont partout en Afrique, contrairement au développement de la télévision et à l'accès à Internet. Pourquoi, en matière d'électricité, a-t-on fait le contraire ?

CEM Benchmark

E-SANTÉ 2016
NOUVELLES STRATÉGIES DIGITALES

Conférence le 26 janvier 2016
La Maison Champs-Elysées - Paris
Programme et inscription sur : www.cembenchmark.com/conference